Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

256 | Octobre-Décembre 2011

Varia

Le trafic d'enfants, un aspect de la migration ouest-africaine au Gabon

Serge Loungou

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/6389>

DOI : 10.4000/com.6389

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2011

Pagination : 485-505

ISBN : 978-2-86781-720-5

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Serge Loungou, « Le trafic d'enfants, un aspect de la migration ouest-africaine au Gabon », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 256 | Octobre-Décembre 2011, mis en ligne le 01 octobre 2014, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/com/6389> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.6389>

Le trafic d'enfants, un aspect de la migration ouest-africaine au Gabon

Serge LOUNGOU¹

Le trafic d'êtres humains reste, quoi qu'on en pense, en ce début de XXI^e siècle, un problème d'actualité auquel n'échappe aucune partie du monde. Forme moderne de l'esclavage (Parisot, 2002), il connaît bien des variantes. Ainsi, en Europe, des femmes recrutées dans les pays de l'Est sont contraintes de se prostituer à l'Ouest ; en Asie et en Amérique prédominent le tourisme sexuel, l'exploitation domestique ou la servitude pour dette ; en Afrique subsaharienne on dénonce la persistance de trafics d'enfants à des fins d'exploitations domestique et économique, voire d'enrôlement militaire². Une expression peu connue de cette traite infantile est notamment le trafic qui a cours actuellement entre certains pays de l'Afrique de l'Ouest et le Gabon (Abagha Megnet, 2006 ; Ndembi, 2006).

Depuis trois décennies, en effet, le Gabon constitue un pôle régional majeur vers lequel convergent de nombreux mouvements migratoires (Didzambou, 2002 ; Loungou, 2003 et 2008), dont l'un des plus importants et des moins connus est un trafic clandestin d'enfants originaires des pays de l'Afrique de l'Ouest. Originellement organisé à partir du Bénin et du Togo, celui-ci s'est en fait progressivement élargi à la plupart des pays de la sous-région impliqués dans la dynamique migratoire en direction de l'espace gabonais, dessinant ainsi une géographie de la traite plus complexe qu'il n'y paraît.

Quels sont les fondements de ce trafic ? Quels sont les enjeux qui sous-tendent son intensification récente ? Quelles stratégies les principaux

1 Maître-Assistant en Géographie, Université Omar Bongo (UOB), BP 4885 Libreville (Gabon) ;
mél : sloungou@yahoo.fr

2 Lire à ce propos « Enfants soldats. Destins sacrifiés » 2003 ; « Enfants soldats. Une tragédie africaine » 2007.

Etats concernés lui opposent-ils ? Les réponses à ces trois interrogations formeront l’ossature du présent article.

I – Facteurs et géographie de la « traite infantile » en Afrique de l’Ouest

À en juger par le nombre de pays impliqués, le trafic d’enfants est indiscutablement un phénomène largement répandu en Afrique de l’Ouest auquel on peut trouver plusieurs types d’explications.

1 – Les fondements d’un trafic : avatar culturel et contingences socio-économiques

Le premier facteur explicatif majeur de ce trafic semble d’ordre culturel. En Afrique, et particulièrement en Afrique de l’Ouest, le recours au travail des enfants a toujours eu un rôle essentiel dans le processus de socialisation des enfants dans la mesure où il contribuait à l’apprentissage et à l’assimilation des règles d’intégration communautaires les préparant ainsi à leur vie d’adulte (d’Almeida Topor, 1992, p. 73). À travers la socialisation par le travail, la société traditionnelle était régulée de telle sorte que l’enfant ait des droits à l’éducation ou à la formation, et des devoirs, celui notamment d’aider sa famille dans les travaux domestiques ou champêtres. Ainsi, en Afrique de l’Ouest, confié aux soins d’un membre de la famille élargie, l’enfant devenait en quelque sorte un aide familial effectuant toutes sortes de menus travaux en contrepartie de l’opportunité d’éducation qui lui était offerte dans la famille d’accueil (Hodonou, 2001, p. 44-45). Ces pratiques anciennes de circulation et de « confiage »³ impliquaient inversement pour les tuteurs l’obligation d’apprendre à l’enfant un métier et de faciliter son éducation.

Or, ce principe de socialisation par le travail semble avoir perdu de son sens à partir des années 1960, période au cours de laquelle les premiers exemples de trafics d’enfants ont pu être constatés, montrant ainsi que l’exploitation de ceux-ci à des fins économiques était en train de devenir le mobile principal de l’opération. (Olateru Olagbegi, 2004). Que l’on parle de *vidomégon* au Bénin, d’*amegbonovi* au Togo, de *yaar doom* au Sénégal ou de

3 Traditionnellement, en Afrique de l’Ouest, les familles confient leurs enfants à des parents ou à des amis afin qu’ils reçoivent une éducation identique à celle de la progéniture de ces derniers. Aussi les enfants sont-ils généralement amenés à « circuler », passant de la tutelle d’un membre de la famille élargie à celle d’un autre. Dans ce système de confiage, l’enfant peut s’épanouir ou être exploité. Aujourd’hui, les mutations de la société ouest-africaine sont telles que les situations d’exploitation ont tendance à s’aggraver ; d’où la contribution de l’enfant à l’activité économique devient le seul objet du confiage au détriment du processus de formation.

garibou au Burkina Faso⁴, ce sont là autant de variantes lexicales illustrant l'évolution des mentalités. Tout porte donc à croire maintenant qu'un enfant confié à un quelconque élément du réseau familial, apparenté ou élargi, est un enfant « placé » systématiquement dans un maillon de production de biens au profit de son tuteur.

S'il est exact de considérer que le trafic d'enfants est une déviance des pratiques culturelles consécutive à ce que d'aucuns perçoivent comme un affaiblissement des liens familiaux, de même qu'un relâchement des pratiques d'entraide traditionnelles notamment en milieu urbain (Velis, 1992), il apparaît aussi et surtout que certains groupes ethniques impliqués actuellement dans le trafic tendent à renouer ce faisant avec d'anciennes pratiques esclavagistes. Tel était le cas des commerçants yoruba ou mina qui achetaient des esclaves auprès de communautés pourvoyeuses gun, fon et kotokoli (Mikilou Widah, 1997). Cela explique, sans doute, pourquoi les trafiquants tout comme les enfants victimes du trafic à destination du Gabon proviennent encore en majorité des groupes ethniques précités, pour la plupart communs à ces trois pays de la sous-région d'Afrique de l'Ouest qui se trouvent largement impliqués dans la traite infantile, que sont le Bénin, le Togo et le Nigeria.

Incontestablement, l'environnement socio-culturel de nombreuses communautés ouest-africaines forme un terreau propice au trafic d'enfants. À cet égard, les pratiques discriminatoires et les préjugés développés notamment à l'endroit du sexe féminin expliquent, en partie, l'extrême vulnérabilité de celui-ci au trafic. Ainsi, le mariage précoce des filles, pratique traditionnelle largement répandue en Afrique de l'Ouest, où elle concerne 49 % des jeunes filles de moins de 19 ans, constitue actuellement un stratagème⁵ couramment employé par les trafiquants dans le recrutement de ces dernières (UNICEF, 2004). De même, la pratique traditionnelle appelée *trokoshi*, en vigueur particulièrement au Ghana et au Togo, qui consiste pour certaines familles à vendre leurs enfants de sexe féminin ou à louer leur service à un prêtre vaudou en échange de sa protection, représente un facteur d'incitation à l'exploitation des enfants. Par ailleurs, bien qu'assez mal appréhendées, des pratiques socio-religieuses exigeant du sang de jeunes enfants ou ce qu'on désigne communément par la formule macabre de « pièces détachées » (Adihou *et al.*,

4 Employées respectivement en langue fon et mina, les expressions de *vidomegon* et *amegbonovi* peuvent se traduire par « enfant confié » ; celle de *yaar doom*, en usage dans la langue wolof, par « éduquer un enfant ». Quant au terme mooré de *garibou*, il signifie mendiant.

5 Une des techniques de recrutement des jeunes filles consiste à leur promettre le mariage avec des riches personnalités vivant à l'étranger. Les familles, très souvent pauvres, finissent par succomber à ces fausses promesses, contribuant ainsi au trafic de leur progéniture.

1999) semblent aussi constituer un facteur explicatif non négligeable⁶ du trafic d'enfants en Afrique de l'Ouest.

Si les facteurs socio-culturels fournissent ainsi des éléments d'explication du trafic d'enfants, la dégradation du contexte économique des pays d'Afrique occidentale est aussi un facteur déterminant du développement de cette activité. En effet, les différentes crises qui se sont abattues sur la sous-région depuis les années 1980, que ce soit la chute des cours mondiaux des matières premières ou la dévaluation du Franc cfa, ont contribué à la dégénérescence des économies locales et à l'effritement d'un tissu social désormais fragilisé par le sous-emploi et le chômage. Et les programmes d'ajustement structurels recommandés par le Fonds Monétaire International (FMI) pour relancer la croissance et améliorer le quotidien des populations prônant le remboursement de la dette, la réduction des dépenses publiques, le désengagement de l'État du secteur productif et des compressions dans les effectifs de la fonction publique, se sont en fait révélés totalement inadaptés aux réalités économiques ouest-africaines (BIT, 1993), suscitant même l'accroissement de la pauvreté dans de larges couches de la population.

De fait, la pauvreté apparaît en Afrique de l'Ouest comme un fléau de masse puisqu'une étude du Programme de Développement des Nations Unies (PNUD) évaluait, pour 2002, le nombre des pauvres à 100 millions sur un total de 230 millions d'individus (PNUD, 2003). En considérant l'Indice de Développement Humain (IDH), il ressort que tous les pays de la sous-région pourvoyeurs d'enfants se retrouvent dans la tranche inférieure qui qualifie le plus faible niveau de développement humain en Afrique et dans le monde (PNUD, 2004). Cet état de dénuement extrême pousse alors les populations à développer des stratégies de survie. Dans ces conditions, exploiter les enfants dans la sphère familiale ou les céder à des trafiquants fait partie des stratégies adoptées par les familles pour sortir de la précarité.

À la crise économique qui prévaut en milieu urbain s'ajoute par ailleurs celle du secteur agricole en raison de la dégradation des conditions géo-climatiques (sécheresse, désertification, épuisement des sols) et d'autres phénomènes néfastes comme l'invasion acridienne. Or, plus de la moitié (56 %) de la population en Afrique de l'Ouest vit en zone rurale (UNFPA, 2009, p. 91) et le secteur primaire agricole, avec 62 % des actifs (Atlaséco, 2010), occupe une place capitale dans la vie des communautés, voire des économies nationales. La faible rentabilité agricole, le manque d'opportunités économiques et la

⁶ Il semble que le trafic des enfants soit lié aussi à des pratiques sacrificielles et au commerce d'organes en vogue en Afrique de l'Ouest. En effet, des enfants sont volés ou achetés dans le but de prélever leurs organes destinés à servir d'objets de fétiche ou à être transplantés « à des personnes plus riches mais souffrant (...) d'insuffisance rénale ou dialysées ». Sur ce dernier aspect, consulter R. B. Goudjot (p.5).

réduction des revenus financiers tant en milieu rural qu'urbain expliquent ainsi le glissement de la main-d'œuvre enfantine du secteur agricole traditionnel vers les emplois de survie du secteur urbain informel (Moriba, 1993). De fait, le développement de celui-ci, amorcé au début des années 1980, a été pour elle un facteur majeur d'appel et ce d'autant plus que les structures scolaires se révélaient partout déficientes, particulièrement dans le monde rural.

Il est, en effet, patent que la plupart des enfants impliqués dans les divers trafics convergeant vers le Gabon ne sont jamais allés à l'école ou l'ont vite abandonnée (Ayong More, 2003). Aux coûts directs (frais de scolarité, de manuels, d'uniformes ; distance entre le domicile et l'école) et indirects (valeur du revenu ou du travail domestique ou champêtre auxquels les parents doivent renoncer) impliqués par la scolarisation des enfants s'ajoutent encore la réticence des parents, surtout en milieu rural, à l'égard de l'école. Comme facteur explicatif supplémentaire, on notera aussi le faible niveau d'instruction des mêmes parents qui ignorent les risques encourus par leur progéniture ainsi que les conséquences sur le développement psycho-affectif ou la croissance physique et mentale d'un travail précoce, et sont trop facilement séduits par les promesses fallacieuses des trafiquants leur faisant miroiter les perspectives illusoire de l' « eldorado » gabonais.

2 – Les pays impliqués et leur fonction dans la chaîne du trafic d'enfants

La traite des enfants ouest-africains met en relation trois catégories de pays. La première englobe l'ensemble des États qui nourrissent principalement les flux de la main-d'œuvre enfantine. La particularité de ceux-ci est qu'ils impliquent des échanges à la fois internes et transfrontaliers, les filières nationales acheminant les enfants des zones rurales vers les principaux centres urbains littoraux à partir desquels s'opère leur transfert vers leur destination finale : le Gabon. Ces pays qui alimentent le marché informel gabonais sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte-d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Nigeria et le Togo.

Au premier rang d'entre eux se placent le Bénin et le Togo qui monopolisent respectivement 52 % et 43 % de la main-d'œuvre enfantine employée dans la capitale gabonaise et sa région (Smeets et Bissielo, 2002). Deux raisons semblent expliquer leur prépondérance ici sur le marché de l'emploi informel : la forte survivance chez eux de pratiques ancestrales concernant le travail des enfants ; l'existence par ailleurs d'une vieille relation migratoire entre ces pays et le Gabon d'où résulte la présence sur le territoire de celui-ci de fortes communautés béninoise et togolaise spécialement actives dans les activités du

commerce informel. Ce n’est en effet que depuis la fin des années 1980 que se développent au Gabon les apports de nouveaux fournisseurs tels le Burkina Faso, la Côte-d’Ivoire, le Ghana, le Mali ou le Nigeria.

Une deuxième catégorie de pays intéressés au trafic d’enfants ouest-africains au Gabon est celle de pays dits intermédiaires ou de transit. Proches des zones d’émission, ils offrent en effet des commodités au transit par leur territoire tels le Nigeria, le Cameroun ou la Guinée Équatoriale. On trouve ainsi au Nigeria, qui est également classé parmi les pays pourvoyeurs, de nombreux camps de regroupement ou de lieux de dissimulation des enfants avant leur départ clandestin, à bord de pirogues ou de cargos, à destination de l’« eldorado » gabonais (Apoujack, 2003). Quant aux territoires camerounais et équato-guinéen, leur rôle est plutôt celui de relais technique. On y ravitaille en effet les convois en carburant, eau potable et vivres. En cas de chavirement des embarcations, ils peuvent aussi assurer le séjour temporaire des enfants avant leur rembarquement par pirogue s’ils reprennent la mer, par camion s’ils abordent le Gabon par la voie terrestre. On peut aussi y trouver des informations sur les conditions climatiques du voyage ou les horaires des patrouilles des gardes-côtes gabonais.

Quant au Gabon, destination finale des flux, il n’a de part à ce trafic que dans l’assimilation des apports ainsi générés d’où résulte depuis la seconde moitié de la décennie 1970 le renforcement d’« îlots culturels » transposant sur son territoire les pratiques ouest-africaines d’exploitations domestique et économique des enfants puisqu’il est établi que certaines familles béninoises et togolaises tiraient déjà bien avant un large profit du labeur des enfants (Bimboundza, 2005, p. 31). Mais c’est surtout dans la seconde partie des années 1980, en raison de la crise économique qui devait alors frapper le Gabon, que les réseaux de trafiquants ont commencé à s’organiser de façon à importer plus d’enfants dans le contexte du grand essor des activités informelles.

II – Acteurs et mécanismes de la traite infantile

Le trafic d’enfants entre certains pays d’Afrique de l’Ouest et le Gabon se déroule en plusieurs étapes – depuis le retrait des enfants de la sphère familiale jusqu’à leur arrivée à destination. Chacune mobilise divers acteurs dont les stratégies et modes opératoires varient selon le rôle qui leur est assigné.

1 – Typologie des acteurs du trafic et techniques de recrutement des enfants

Le trafic implique quatre grands types de personnes : les enfants bien sûr, leurs parents biologiques et leurs employeurs ultérieurement mais aussi, et surtout, toute une population de trafiquants qui, placés en position d'intermédiaires, assurent, si cruelle que paraîtra la formule, la relation entre l'« offre » et la « demande ».

En principe, à chaque étape de la chaîne ainsi définie, correspond une catégorie de pays et un type d'acteurs. Ainsi, dans les pays pourvoyeurs, les opérations de retrait des enfants de la sphère familiale incombent aux recruteurs, des femmes le plus souvent ayant assez de prestance pour impressionner les parents et de « bagout » pour mieux les persuader. Elles ont aussi l'avantage de mieux inspirer confiance à leurs interlocuteurs, sachant que les petites filles sont les plus recherchées par ces trafiquants. On peut ici évoquer le cas de ces Béninoises, Togolaises ou Nigériennes, installées au Gabon où elles exercent des activités commerciales et qui retournent régulièrement dans leur pays d'origine pour y recruter des enfants (Ajakou Badou, 2003). Elles ont le prestige de la réussite sociale et savent se montrer généreuses, proposant de menus cadeaux aux familles qui, en retour, vont leur confier leurs enfants. S'il s'agit par contre d'hommes, de l'argent est systématiquement proposé. Ils savent aussi s'attacher, au besoin, les services d'un chef de communauté ou de village en jouant sur la notoriété de celui-ci (Ndembi, 2006, p. 90). De même, on a pu noter, dans les dernières années, l'utilisation d'anciennes victimes de la traite jouant à leur tour le rôle d'agents recruteurs au service de leurs anciens maîtres (Adihou et *al.*, 1999, p. 29).

Une fois l'opération de retrait des enfants pratiquée, d'autres intermédiaires entrent en scène : les passeurs. Ce sont cette fois en majorité des hommes. La raison en est sans doute la complexité des démarches administratives à effectuer ainsi que la prédominance des itinéraires maritimes qui nécessitent plus d'engagement physique. Le champ d'intervention des passeurs apparaît large dans la mesure où il implique la « normalisation » des documents de voyage, la négociation du moyen d'acheminement et l'accompagnement des enfants jusque dans les camps de transit, pour la plupart situés dans les zones portuaires du sud du Nigeria.

Des affréteurs de bateaux de commerce ou des propriétaires de pirogue(s) assurent ensuite le convoi. Dans ce cas, les trafiquants s'offrent le plus souvent les services de transporteurs d'origine nigérienne, recrutés essentiellement dans les ethnies ijaw ou calabar. Peuples de pêcheurs, ceux-ci sont, en effet, reconnus comme les spécialistes de l'acheminement par mer

des clandestins à destination du Gabon (Loungou, 2008). Ces convoyeurs ne sont pas cependant totalement étroitement affiliés aux trafiquants et leur prestation est en fait assez semblable à celle de compagnies de transport ordinaire. Cette particularité explique l'hétérogénéité des convois, mêlant souvent enfants « trafiqués » et migrants clandestins adultes. Dans les pays de transit (Cameroun, Guinée Équatoriale), le transfert des enfants est cependant facilité par des complicités locales. Arrivés au Gabon, les enfants sont ensuite pris en charge par les « tuteurs-exploitants ».

Placés au cœur des réseaux, ceux-ci apparaissent comme les véritables instigateurs de la traite. On les trouve essentiellement dans les communautés béninoise, togolaise, malienne, burkinabè, nigériane et camerounaise. Leur principale fonction est d'accompagner la demande de main-d'œuvre enfantine par une offre régulière et d'accès facile. Ainsi tirent-ils du travail des enfants deux types d'avantages : les uns directs dans le cas d'enfants pris à leur propre service, les autres indirects dans le cas d'enfants « placés » auprès de tiers. Mais ce sont aussi souvent des hommes ou des femmes jouant sur les deux tableaux, car impliqués dans les activités du secteur informel. Par contre, ce sont les femmes qui se chargent du « conditionnement » des enfants nouvellement arrivés avant placement auprès de possibles employeurs. On en profite pour leur faire réviser ou apprendre les modes de calcul élémentaires, leur inculquer aussi les principes essentiels d'assiduité et d'obéissance (Lawson, 2003).

À l'instar de la chaîne des trafiquants, les techniques de recrutement des enfants sont d'une grande complexité. Cela commence dans les pays d'origine par un effort de prospection des familles-cibles et d'approche des enfants. Suit la phase de recrutement en recourant à deux techniques : l'une directe, l'autre indirecte. Dans le premier cas, les agents recruteurs traitent avec les parents en utilisant notamment la persuasion et la tromperie. Ils parviennent ainsi à persuader les familles qu'ils assureront l'éducation et la formation des enfants, qu'ils leur trouveront un travail bien rémunéré, voire, dans le cas de jeunes filles, qu'ils les marieront à de riches personnalités sitôt arrivées en terre gabonaise (Adihou et *al.*, 1999, p. 28-30). Afin d'enlever l'assentiment des parents, il arrive même que le recruteur leur verse une somme d'argent⁷ assortie éventuellement de quelques présents. Toutefois, il semble que la tromperie soit le principe de base du recrutement en jouant sur l'ignorance, la naïveté et l'extrême pauvreté des parents. Dans le second cas, les recruteurs préfèrent prendre directement contact avec les enfants ou procéder parfois à leur enlèvement dans les zones périurbaines voire dans la rue des principales villes du pays.

⁷ Généralement entre 15 000 et 30 000 francs CFA, soit entre 23 et 46 euros.

La période des recrutements se situe principalement à deux moments de l'année : pendant la saison sèche qui est la morte saison agricole pendant laquelle les enfants sont inoccupés et donc disponibles, période aussi où les parents disposent de peu de revenus ; à l'occasion des fêtes de fin d'année où les migrants⁸ établis au Gabon retournent dans leur pays d'origine pour y retrouver leur famille.

2 – Le processus de transfert des enfants : modalités d'acheminement, principaux itinéraires

La géographie de la traite infantile entre l'Afrique de l'Ouest et le Gabon permet d'identifier trois trajectoires auxquels s'attachent des modalités de transfert particulières. Dans les années 1970-1980, l'essentiel des flux empruntait la voie aérienne. Grâce aux accords d'importation de main-d'œuvre passés à l'époque entre le Gabon et certains États ouest-africains – dont le Bénin et le Togo – l'avion était la formule la plus simple impliquant peu d'acteurs et d'étapes⁹. En effet, une fois parvenus dans les principales villes où étaient au préalable établis les faux documents de filiation indispensables, les enfants prenaient place, avec leurs « tuteurs », dans l'un ou l'autre des vols à destination de Libreville. Mais vers la fin des années 1980, c'est la voie maritime, acheminant déjà les importants contingents de migrants clandestins, qui prit l'avantage.

Mais avec elle, les schémas de déplacement sont devenus plus complexes parce qu'ils impliquent plusieurs circuits et intervenants. Orientés Nord-Sud, les déplacements mènent d'abord les enfants des zones rurales d'origine, très pauvres, vers les grands centres urbains côtiers, capitales politiques ou économiques, relativement prospères ; soit pour les originaires du Bénin, du Ghana, du Nigeria et du Togo les villes de Cotonou/Porto Novo, Accra, Lagos et Lomé où s'effectue la « normalisation » des papiers d'identité et autres documents de voyage. De là, guidés par les passeurs, les enfants gagnent les centres de regroupement, le passage d'un pays à l'autre étant facilité par la proximité géographique des principales villes côtières et la relative facilité de circulation des personnes en raison de l'absence de tracasseries administratives (droits d'entrée et de séjour) dans l'espace de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)¹⁰.

8 Ici, il s'agit de migrants adultes qui profitent des séjours de fin d'année dans leur pays d'origine pour y recruter d'autres enfants.

9 A l'époque, les frais de transport étaient pris en charge par les « tuteurs-employeurs » appartenant aux mêmes communautés ethniques ou nationales que les enfants trafiqués. Aujourd'hui, on dénombre des familles gabonaises qui contribuent aux frais de déplacement des jeunes filles destinées à l'emploi domestique.

10 Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

À partir de ces villes côtières, deux routes sont possibles. La première conduit les enfants, embarqués sur des navires, directement vers le Gabon où, après au moins une semaine de voyage ils sont déposés dans des sites proches de la ville de Libreville (Cap Esterias, Cap Santa Clara, port d'Owendo) où des marins-pêcheurs nigériens, ghanéens, togolais ou béninois complices (Apoujack, 2005) se chargent de les mener vers des points convenus de la côte où les trafiquants viennent les prendre en charge.

Dans l'autre cas, des passeurs se chargent d'abord d'accompagner les enfants dans leur traversée des frontières terrestres, celles notamment du Togo et du Bénin, jusqu'au Nigeria, en empruntant souvent des pistes de brousse pour échapper aux contrôles douaniers surveillant les routes principales, où des camp de transit permettent de les regrouper avant qu'ils ne soient confiés à des convoyeurs nigériens. Ceux-ci ont ensuite la tâche de les transporter par cabotage, en utilisant des pirogues océaniques équipées de moteurs hors-bord, longues d'environ 15 à 20 m et d'une capacité d'emport minimale de 100 personnes, jusque sur les côtes gabonaises *via* les escales stratégiques du Cameroun (Kribi) et/ou de la Guinée Équatoriale (les îles Corisco et Elobey). C'est là, en effet, qu'on peut procéder au ravitaillement des passagers, tout en s'enquérant des conditions météorologiques et des mouvements des gardes-côtes gabonais. On progresse ensuite d'îlot en îlot jusqu'aux points de débarquement que sont les villages et autres campements de pêcheurs disséminés le long du littoral nord du Gabon (Ovono Edzang, 2006) où les trafiquants viennent les prendre en charge, avant de les placer en lieux sûrs¹¹.

Reste la voie terrestre, la moins utilisée des trois par suite des obstacles physiques rencontrés, du coût plus élevé du voyage et de trop nombreux contrôles policiers. Là encore deux possibilités sont offertes aux trafiquants. La première, qui part du territoire nigérian, passe par la presqu'île camerounaise de Bakassi, avant d'atteindre la frontière nord du Gabon, est un itinéraire que peuvent à l'occasion rejoindre des contingents arrivés par la mer mais qui se trouvent rejetés pour cas de force majeure vers ce parcours terrestre. Quant à la seconde, elle concerne plus spécifiquement les enfants en provenance du Mali (OIT/IPEC, 2004) qui se trouvent ainsi à emprunter les routes habituellement suivies par les clandestins transitant par les territoires nigérian, tchadien, centrafricain et congolais pour aboutir au Gabon.

¹¹ Il arrive de façon épisodique que les embarcations soient interceptées par les gardes-côtes. Mais, dans la plupart de ces cas, l'arrestation tourne court, car, faute de moyens de les garder à vue ou de les rapatrier, les autorités gabonaises relâchent généralement ces immigrants clandestins après versement d'une caution ou quelque bakchich.

III – L'évolution du trafic d'enfants ouest-africains en terre gabonaise

Pour bien comprendre l'évolution de la traite des enfants ouest-africains en terre gabonaise, il faut tenir compte d'un certain nombre de réalités économiques et sociales locales.

1 – Le contexte économique et social gabonais et son impact sur la traite infantile

Au milieu des années 1980 a commencé pour le Gabon une période difficile résultant d'une conjoncture économique et financière très défavorable doublée d'une grave crise sociale dont le pays peine toujours à sortir (Pourtier, 1989 ; Zomo Yebe, 1993 ; Meye, 2007). C'est dans ce contexte que le pays devait assister à la prolifération de tout un ensemble de micro-activités informelles pour lesquelles le recours à la main-d'œuvre enfantine paraissait tout indiqué, tandis que les familles aisées des grandes villes gabonaises commençaient à la même date à exprimer le besoin d'une domesticité plus nombreuse, à Libreville tout particulièrement.

Or, le secteur informel, en gestation depuis plusieurs années déjà, a ici la particularité d'être largement contrôlé par les communautés étrangères, d'origine notamment ouest-africaine (Panhuys, 1992). Ainsi, la prolifération soudaine de ces petites activités commerciales ou de service nécessitant le recours à une main-d'œuvre supplémentaire, devait vite inciter ces entrepreneurs à puiser dans les disponibilités de main-d'œuvre de leurs espaces d'origine, favorisant du même coup la mise en place et le développement rapide de véritables filières de recrutement d'où résulte l'essor des trafics que nous évoquons.

Il semble, toutefois, que c'est avec les années 1990 que la traite infantile a pris sa plus grande intensité. Avec la paupérisation de plus en plus sensible des populations gabonaises, sous l'effet conjugué de la dévaluation du Franc cfa, en 1994, et de l'instauration, en 1996, d'une TVA à 18 % portant sur les produits de première nécessité, les opérateurs du secteur informel devaient être, en effet, amenés à revoir leur stratégie de développement. Ainsi, au lieu du traditionnel commerce pratiqué à poste fixe impliquant le déplacement des consommateurs vers les marchés, on devait assister au développement d'un commerce ambulant par lequel les vendeurs, cherchant à compenser la chute de leurs bénéfices consécutive à la baisse du pouvoir d'achat, s'efforçaient de se rapprocher un peu plus de la clientèle en recourant encore un peu plus pour ce faire au travail des enfants.

De la même façon, la demande de main-d'œuvre domestique hors des familles d'origine ouest-africaine qui déjà recouraient couramment au service de jeunes filles provenant de leurs régions d'origine, devait avoir également pour effet d'inciter à amplifier les recrutements extérieurs. Libanais, Européens expatriés, Gabonais appartenant aux couches favorisées de la population urbaine, c'est ainsi finalement toute la société locale parvenue à un minimum d'aisance financière qui devait, à son tour, exprimer son besoin de personnel de service, amplifiant la demande locale et poussant du même coup les réseaux de trafiquants à s'activer pour satisfaire cette nouvelle demande.

2 – Le rôle de la traite infantile dans l'univers socio-économique gabonais

Le nombre d'enfants victimes de cette traite présents sur le territoire gabonais est évidemment mal connu, les estimations variant entre 3 000 et 45 000 (Abagha Megnet, 2006, p. 49). Quoi qu'il en soit, leur présence est suffisamment « sensible » pour qu'on s'interroge sur le rôle qu'ils jouent dans l'univers socio-économique local. À ce propos, il apparaît que, dans les principales agglomérations urbaines du pays (Libreville, Port-Gentil, Franceville), ces enfants sont exploités dans deux principaux domaines d'activités : l'emploi domestique ou le commerce, voire l'un et l'autre comme ces filles cumulant les deux formes d'activités pour leurs employeurs d'origine ouest-africaine. Une analyse fine laisse cependant apparaître des spécialités fondées sur le sexe ou la nationalité.

Dans le secteur de l'emploi domestique, tous les enfants exploités sont, en effet, de sexe féminin, avec toutefois une présence plus marquée de petites Togolaises (58 %) (Abagha Megnet, 2006, p. 50). La faveur accordée à ces jeunes filles, qu'on désigne couramment sous l'appellation consacrée de « nounou » ou de « baby-sitter », tient à ce qu'elles ont la réputation d'être besogneuses et dociles. Elles effectuent les multiples tâches ménagères quotidiennes (vaisselle, lessive, préparation de repas, veille et entretien des enfants en bas âge), en échange du gîte et du couvert, car ce qui devrait leur tenir lieu de salaire est en fait directement perçu par leur tuteur-exploitant ou leurs parents. L'importance des gains ainsi obtenus¹² explique que les trafiquants « placent » en moyenne trois à quatre enfants comme domestiques (Diaz, 1998). L'âge d'emploi moyen de cette main-d'œuvre se situe autour de 15-16 ans ; au-delà, il semble que certaines filles intègrent les réseaux de prostitution (Adihou *et al.*, 1999, p. 40).

¹² On estime les sommes perçues mensuellement par fille entre 50 000 et 100 000 Fcfa, soit entre 75 et 150 euros.

La grande majorité des enfants employés dans le commerce est aussi constituée de jeunes filles mais avec une prédominance, cette fois, des Béninoises (63 %) (Abagha Megnet, 2006, p. 50). Elles exercent dans le commerce soit à poste fixe au domicile de leur tuteur ou dans les marchés, soit en itinérantes. Elles vendent du poisson, des produits manufacturés (vêtements, cosmétiques, ustensiles de cuisine, produits ménagers) ou des denrées alimentaires qu'elles soient d'origine industrielle (pâtes, conserves, huile) ou non (denrées cuites, poisson frais, fruits divers). Le commerce ambulant consiste pour elles à aller au devant du client, à son domicile ou dans les espaces publics, pour lui proposer des produits préparés (beignets, grillades), du poisson (frais ou fumé), des fruits tropicaux ou autres (banane, mangue, agrumes, pommes, raisins) et des boissons industriellement préparées ou d'origine ménagère.

Cette prédominance de la main-d'œuvre enfantine de sexe féminin ne doit pas cependant occulter le rôle également tenu par les garçons. Il s'agit notamment de jeunes Nigériens employés en boutique : quincailleries, magasins de pièces et accessoires pour automobile, d'appareils électroménagers d'occasion, de friperie ou de produits pharmaceutiques de contrebande. On les trouve aussi pratiquant la coiffure pour homme et partageant avec les petits Béninois, Togolais ou Ghanéens le métier de réparateurs de pneus automobiles ou l'activité de fumage et/ou séchage du poisson dans les villages de pêcheurs disséminés principalement sur la côte nord du pays. Enfin, on note dans les communautés burkinabè et malienne une certaine tendance à employer les enfants des deux sexes comme guide-mendiants¹³.

IV – Des différentes stratégies de lutte contre le trafic d'enfants

Longtemps considéré comme un sujet de peu d'importance, du fait notamment de l'absence de données statistiques et de témoignages saisissants, l'exploitation des enfants, à des fins domestiques ou économiques, a pris une telle ampleur qu'il constitue, depuis au moins une décennie, un thème de préoccupation majeur. De nombreuses voix commencent, en effet, à s'élever demandant aux pouvoirs publics d'œuvrer dans le sens d'une éradication complète de la traite infantile. C'est ainsi que parallèlement aux actions menées par les instances multilatérales (Fonds des Nations unies pour l'Enfance - UNICEF, Bureau International du Travail - OIT, Organisation Internationale pour les Migrations - OIM) et les Organisations non gouvernementales (ONG)

¹³ De nombreux mendiants originaires du Burkina Faso et du Mali sont des mal-voyants. Aussi se déplacent-ils accompagnés d'enfants du même sexe qu'eux qui leur servent de guide.

internationales (*Alisei, Anti-Slavery International*), malgré les résistances réelles ou apparentes et la force d'inertie des habitudes, la plupart des États concernés ont été amenés à élaborer des politiques visant à lutter contre cette forme d' « esclavage des temps modernes ».

Dans les développements qui suivent, nous envisagerons plus particulièrement les exemples du Bénin et du Togo, grands pays pourvoyeurs, ainsi que celui du Gabon, grand bénéficiaire de ces trafics maintenant critiqués.

1 – Le Bénin et le Togo, deux sources majeures de la traite infantile

Bénin et Togo, si l'on en croit l'un des tout derniers rapports de l'Organisation des Nations Unies (ONU) (2005), se placent respectivement aux deuxième et troisième rangs – derrière le Nigeria – du classement des pays africains les plus affectés par ce trafic. Pourtant, un certain nombre d'actions en faveur d'enfants en situation difficile ou exploités y sont menées depuis au moins une quinzaine d'années dont témoigne notamment l'abondance des textes juridiques abordant le thème.

Au niveau international, le Bénin et le Togo sont tous deux signataires, entre autres, de la convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant, de la convention du Bureau International du Travail (OIT-BIT) relative aux pires formes de travail des enfants et de la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. À l'échelle continentale, ils ont par ailleurs adopté la charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (1981) ainsi que celle des Droits et du Bien-être des Enfants (1990) auxquels vient s'ajouter un dispositif de portée régionale incluant en particulier la plate-forme d'action commune issue de la consultation sous-régionale sur le développement des stratégies de lutte contre le trafic d'enfants à des fins d'exploitation en Afrique de l'Ouest et du Centre (2000), que complètent la recommandation dite de Libreville (2003) ainsi que la déclaration et le plan d'action de la CEDEAO contre la traite des personnes (2004). À cet arsenal juridique de niveau supranational se sont ajoutées des initiatives nationales dont le moins que l'on puisse en dire est qu'elles n'ont pas encore permis de lutter efficacement contre la traite infantile.

Ainsi, au Bénin, la mise en place en 2004 d'un observatoire national de lutte contre l'exploitation et le trafic d'enfants contraste avec un certain laxisme juridique puisqu'il n'existe pas dans ce pays – au moins en l'état actuel de nos connaissances – de loi réprimant de façon spécifique ce qui y est pourtant ressenti comme un « mal national ». Tout au plus existe-t-il un certain nombre de dispositions générales concernant la sortie des mineurs

du territoire national prévoyant notamment des sanctions pénales pour tout individu reconnu comme ayant enfreint la législation. Mais il apparaît en fait que l'applicabilité de ce dispositif apparemment répressif¹⁴ se trouve entravée par deux handicaps majeurs : le caractère dual du système juridique béninois, où le droit coutumier vient interférer avec les stipulations du droit civil moderne, et l'insuffisance des moyens opérationnels (Hodonou, 2001, p. 44-45). En comparaison, le Togo paraît disposer d'une législation plus précise en la matière. En effet, après une longue période de vide juridique, le Parlement y a finalement promulgué, en 2005, un texte spécifique autorisant la répression du trafic d'enfants, incriminant tous les acteurs et complices de ce trafic, qu'il s'agisse des recruteurs, des transporteurs, des personnes ayant hébergé ou employé des enfants, des parents ou des tuteurs¹⁵ (Kokou Tedegnon, 2005).

Au-delà du volet répressif, les stratégies de lutte engagées dans ces deux pays visent également à sensibiliser, à réhabiliter et, surtout, à réinsérer les innocentes victimes de ce trafic, ce à quoi se sont notamment attachées diverses organisations issues de la société civile¹⁶. De ce point de vue, l'action la plus probante menée à ce jour est, sans conteste, la mise en place au Bénin de comités villageois de lutte contre le trafic d'enfants. Au nombre d'environ 700, ces comités se sont donné un triple objectif : sensibiliser le milieu rural à la gravité du problème ; signaler aux autorités locales les départs suspects ou frauduleux d'enfants ; veiller à la réinsertion effective des victimes au sein de leurs familles respectives (UNICEF, 2002).

2 – Et le Gabon ?

Après avoir été longtemps mis à l'index pour la pratique d'une forme d'exploitation scandaleuse de la main-d'œuvre enfantine, le Gabon a fini par se résoudre à sortir de sa réserve en élaborant enfin une véritable stratégie de lutte contre ce trafic.

14 Outre qu'elle prévoit des peines d'emprisonnement de 2 à 5 ans assorties d'amendes de 25 000 Fcfa pour toute personne accompagnant sans autorisation spéciale un mineur autre que son enfant, ainsi que des condamnations de 6 mois à 2 ans de réclusion pour tout mineur de moins de 18 ans trouvé sans autorisation à moins de 10 km de la frontière béninoise ; la législation béninoise punit aux travaux forcés et à la peine de mort tout coupable d'enlèvement, d'aliénation de la personne humaine et d'entrave de la liberté du mineur.

15 Les sanctions encourues vont de 6 mois à 10 années de prison assorties d'amendes oscillant entre 50 000 et 1 000 000 Fcfa. Dans le cas où la victime aurait moins de 15 ans, ou que le trafic connaîtrait des situations aggravantes par l'usage de la violence ou serait l'œuvre d'un groupe organisé, les coupables sont passibles d'une peine de 5 à 10 ans de réclusion criminelle accompagnée de lourdes amendes de 5 000 000 à 10 000 000 Fcfa.

16 Il s'agit notamment des ONG telles que *ESAM*, *Terre des Hommes* ou de l'Archevêché de Cotonou pour le Bénin ; *Wao-Afrique* et *Oasis-Terre des Hommes* pour le Togo.

Sur le plan juridique, l'année 2004 a marqué un tournant décisif lorsque le Parlement a promulgué une loi spécifique¹⁷ visant à éradiquer ces abus sur l'ensemble du territoire national, quoique certaines dispositions des codes pénal et du travail ou la réglementation concernant la scolarisation¹⁸ y aient déjà bien auparavant amorcé la lutte contre ce fléau. L'objectif de la loi est donc de mieux garantir la protection de tous les enfants, gabonais ou expatriés, présents sur le territoire national¹⁹ en jouant à la fois sur la prévention et la répression.

L'État et les collectivités publiques doivent, en effet, veiller à combattre toute coutume, tradition, pratique culturelle, religieuse ou économique incompatible avec les droits et devoirs inhérents au bien-être de l'enfant. Pour ce faire l'État encourage les ONG et les autres associations civiles à mener des campagnes d'information auprès des populations. L'intervention notamment des ONG issues des initiatives des communautés ouest-africaines²⁰ est ici d'autant plus précieuse qu'elles ont la possibilité de communiquer en langue vernaculaire, ce qui leur permet de mieux faire comprendre aux populations la nécessité de se conformer désormais aux injonctions de la loi gabonaise concernant les droits de l'enfance et donc de renoncer aux modes d'exploitation économique et domestique traditionnels.

Quant à la répression, elle s'exerce de deux façons sitôt l'infraction établie. Sur le plan administratif, les agents de l'immigration sont habilités à procéder au refoulement des enfants et des adultes interceptés aux frontières. De même, les agents assermentés des administrations compétentes²¹ peuvent procéder au retrait des enfants des familles ou milieux dans lesquels on les avait « placés » et les conduire vers des centres d'accueil agréés²² jusqu'à leur rapatriement. Par ailleurs, les coupables reconnus, qu'ils soient à l'origine du trafic ou simples intermédiaires, sont passibles de la réclusion criminelle assortie d'une amende allant de 10 à 20 millions Fcfa. Un emprisonnement de 6 mois et une amende de 5 millions Fcfa sont également prévus pour les individus reconnus coupables d'entraves aux enquêtes, contrôles et perquisitions des agents assermentés. Pour les expatriés, une procédure d'expulsion assortie d'une interdiction de séjour est même prévue ; mais les nationaux ne sont pas

17 Loi 09/2004.

18 Au Gabon, la loi rend obligatoire la scolarité jusqu'à l'âge de 16 ans.

19 Au sens de cette loi, est considéré comme enfant toute personne dont l'âge est inférieur à 18 ans. Cette personne est par conséquent placée sous la protection du délit ou crime du trafic d'enfants, lequel comprend toutes les formes de déplacement forcé, de marchandage, d'échange telles que la vente, la traite ainsi que la servitude pour dette, le recrutement, l'offre et le placement à titre onéreux ou gracieux des enfants à des fins domestiques ou lucratives au sein des familles.

20 Il s'agit notamment des ONG *Vidomégon* et *Ileda*.

21 Il s'agit notamment des Ministères du Travail, de l'Intérieur, des Affaires sociales, de la Famille.

22 Le pays compte trois centres d'accueil pour enfants victimes de maltraitance, tous basés à Libreville.

plus ménagés puisqu'ils encourent rien moins que la privation de leurs droits civiques et civils.

Cependant, les rigueurs de la législation ne doivent tout de même pas faire illusion, car bien des facteurs de limitation interviennent, qu'il s'agisse du faible engagement des autorités dans les actions de répression ou de l'indifférence manifeste de l'opinion publique nationale à ce problème considérant que les responsabilités et la recherche de solutions relèvent d'abord des communautés et des pays d'origine, et ce bien qu'il soit clairement établi que des familles gabonaises emploient, elles aussi, une main-d'œuvre enfantine en provenance d'Afrique de l'Ouest. Cela explique pourquoi les initiatives de lutte sont en ce domaine le plus souvent d'origine extérieure, comme l'a bien montré l'épisode tragique de l'*Etinero*²³.

Un autre obstacle majeur à la lutte au Gabon contre ce trafic est la faiblesse des moyens humains et des capacités logistiques du pays. D'une part, l'insuffisance (quantitative et qualitative) de la main-d'œuvre justifie le faible écho accordé à des programmes de sensibilisation peu efficaces d'ailleurs limités à la seule capitale. D'autre part, la faiblesse des moyens logistiques vient paralyser l'efficacité opérationnelle des responsables de la lutte engagée contre ce trafic. Les frontières maritimes restent, en effet, sans surveillance efficace et les actions de lutte (contrôles, rafles) éventuellement menées dans l'intérieur du territoire n'ont guère d'effets probants vu l'indigence des moyens opérationnels mis en œuvre.

*

Au terme de notre réflexion, on peut donc retenir que les trafics d'enfants à destination du Gabon ont pris ces dernières années une telle ampleur qu'on ne peut plus décemment fermer les yeux sur ceux-ci en en rejetant hypocritement toute la responsabilité sur les seules communautés ouest-africaines établies dans le pays introduisant ici des pratiques familières à leurs espaces d'origine. De fait, le Gabon y a aussi une part évidente compte tenu de la situation économique et sociale du pays et de la faiblesse de sa démographie, d'où la tentation des organismes internationaux de renvoyer les coupables dos à dos.

Mais les pressions extérieures, si obstinées soient-elles, visant à hâter la fin des pratiques discutables tant du point de vue des droits de l'homme que de l'enfance, se heurtent évidemment à la force d'inertie des mentalités et aux réalités sociales des pays en cause exposées ici. Quelle que soit la justesse du

23 En avril 2001, le bateau *Etinero*, battant pavillon nigérian et comptant à son bord environ 250 enfants trafiqués, fut arraisonné, puis refoulé des côtes du Gabon. Cette décision des autorités gabonaises fut fortement critiquée par la presse et les instances internationales.

combat, il sera donc assurément bien difficile de parvenir dans ces conditions à une éradication rapide et totale de ce scandaleux trafic qui solidarise encore aujourd'hui certains États de l'Afrique de l'Ouest et le territoire gabonais.

BIBLIOGRAPHIE

Abagha Megnet J.E., 2006 - *Dynamique d'une migration illicite : le trafic d'enfants ouest-africains au Gabon*. Libreville : Mémoire de Maîtrise en Géographie, Université Omar Bongo, 117 p.

Adihou A.F. et al., 1999 - *Le trafic des enfants entre le Bénin et le Gabon*. Cotonou : Anti-slavery International-ESAM, 126 p.

Adjakou Badou J., 08/11/03 - *Trafic d'enfants : les racines du mal*. [en ligne] : <http://www.famafrique.org>

Apoujack B., 2003 - Singulière problématique du trafic d'enfants en provenance du Togo. In : *Actes du séminaire de formation et d'échanges d'expérience entre l'Afrique de l'Ouest et du Centre en matière de lutte contre le trafic des enfants*, Libreville, p. 56-62.

—, 2005 - Pour une lecture plus juste des drames des enfants victimes de trafic. In : *Actes du séminaire sur la problématique du trafic et du travail des enfants au Gabon*, Libreville, p. 64-71.

ATLASÉCO 2010. *Le Nouvel Observateur*, Paris, 266 p.

Ayong More J., 2003 - Analyse et diagnostic du trafic et du travail des enfants au Gabon. In : *Actes du séminaire de formation et d'échanges d'expérience entre l'Afrique de l'Ouest et du Centre en matière de lutte contre le trafic des enfants*, Libreville, p. 38-53.

Bimboundza P.-H., 2004 - *Le trafic des enfants béninois et togolais vers le Gabon : entre travail domestique des jeunes filles et stratégie de survie*. Poitiers : Mémoire de DEA en Géographie, Université de Poitiers.

Bissielo A., 2005 - Introduction à la problématique du trafic et du travail des enfants au Gabon. In : *Séminaire sur la problématique du trafic et du travail des enfants au Gabon*, Libreville, mars, p. 1-5.

Brandt A., 2003 - Vendues comme du bétail. *Courrier International*, Paris, n°676, 16-22 octobre, p. 59-60. (extrait de *Der Spiegel*)

Bureau International du Travail –BIT, Genève, 1993 - Le travail des enfants en Afrique. *Revue internationale du travail*, Genève, n°3, vol. 132, 36 p.

D'almeida Topor H., 1992 - *Les jeunes en Afrique : évolution et rôle*. Paris : L'Harmattan.

Diaz O.A., dir., 1998. *Le travail des enfants étrangers à Libreville*. Libreville : UNICEF, 52 p.

Didzambou R., 2002 - Quelle politique de lutte contre l'immigration clandestine en Afrique au XX^e siècle? *Humanitas*, Paris, n°1, p.129-151.

D'Ovidio F., 2004 - *Vers une harmonisation des systèmes juridiques nationaux en matière de lutte contre le trafic des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre*. Cotonou : BIT/IPEC, 76 p.

Enfants soldats. Destins sacrifiés. *Le Nouvel Afrique-Asie*, n° 171, décembre 2003, p. 52-58.

Enfants soldats. Une tragédie africaine. *Courrier International*, Paris, n° 872, 19-25 juillet 2007, p.32-36.

Goudjot R.B., 2004 - Le trafic des enfants en Afrique et ses impacts socio-économiques. In : *Protégeons les enfants, nouvelle génération des États*. [en ligne] : <http://www.kas-benin.de-grafiken>.

Hodonou V., 2001 - Trafic d'enfants, ce mal national. *Le Nouvel Afrique-Asie*, n° 145, p. 44-45.

Kokou Tadeignon N., 04/11/05 - *Enfin une loi pour réprimer le trafic d'enfants au Togo*. [en ligne] : <http://www.sisyphe.org>

Lawson A., 20/04/03 - *Gabon : les enfants exploités ne sont pas auprès des vrais parents*. [en ligne] : <http://www.famafrique.org>

Loungou S., 2003 - Immigration et xénophobie au Gabon. *Géopolitique Africaine*, Yaoundé, n° 10, p. 255-268.

—, 2008 - L'espace maritime, une porte d'entrée de l'immigration clandestine au Gabon. *Gabonica*, Libreville, n° 2, p.87-101.

Meye A.L., 2007 - Prospective de la modernité gabonaise. De l'ajustement à la mutation structurelle. In : Madebe G.B et Ovono Edzang N., eds - *Figures du Gabon contemporain. Réflexions et perspectives*. Paris : éd. Dianoïa, p. 157-179.

Mikilou Widah S., 1997 - *Le travail des enfants ouest-africains dans le commerce informel à Libreville*. Libreville : Mémoire de Maîtrise de Sociologie, Université Omar Bongo.

Moriba T., 1993 - *Migration et urbanisation au sud du Sahara : quels impacts sur les politiques de population et de développement ?* Dakar : CODESRIA, 334 p.

Ndembi D. L., 2006 - *Le travail des enfants en Afrique subsaharienne. Le cas du Bénin, du Gabon et du Togo*. Paris : L'Harmattan.

Bureau International du Travail (BIT-OIT) / Programme International pour l'Abolition du Travail des Enfants (IPEC), Genève, 2004 - Itinéraires transfrontaliers de la traite des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre. In : *Projet LUTRENA*, mars, 17 p.

Olateru Olagbegi B., 2004 - Bref aperçu de l'analyse de la situation du trafic des êtres humains en Afrique de l'Ouest. In : *Forum des ONG, Addis-Abeba*, octobre, 28 p.

Ovono Edzang N., 2006 - Activités halieutiques et profil de pauvreté dans la Noya (Gabon). Exemple des populations riveraines du parc national d'Akanda. *Revue de l'IRSH*, vol. 9-10, n° 9-10, p.145-159.

Panhuys H., 1992 - *La montée de l'économie informelle au Gabon : situation et perspectives*. Genève : BIT, 94 p.

Parisot T., 2002 - Sur la piste de l'esclavage moderne. *Manière de voir*, n° 62, p. 25-28.

Pourtier R., 1989 - *Le Gabon : État et développement*. Paris : L'Harmattan.

Programme des Nations Unies pour le Développement - PNUD, Dakar, 2003 - *L'Afrique de l'Ouest et les objectifs du millénaire pour le développement*. Dakar : PNUD, 64 p.

Programme des Nations Unies pour le Développement - PNUD, New York, 2004 - *Rapport mondial sur le développement humain*. Paris : Economica, 318 p.

Ropivia M.-L., 2003 - Les forces de sécurité gabonaises et l'enjeu maritime en Afrique centre-Atlantique : pour une reconversion des doctrines stratégique et opérationnelle. *iBOOGHA*, Libreville, n° 7, p. 7-24.

Smeets M. et Bissielo A., dir., 2002. Les enfants travailleurs immigrés à Libreville et Owendo en 2001-2002. In : *Rapport synthétique UE-ALISEI*. Libreville : ALISEI, septembre, 105 p.

Fonds des Nations unies pour l'Enfance - UNICEF, Paris, 2002 - *La traite d'enfants en Afrique de l'Ouest : réponses politiques*. Florence : Centre de Recherche Innocenti, 30 p.

—, 2004 - *La traite des êtres humains en Afrique en particulier des femmes et des enfants*. Florence : Centre de Recherche Innocenti, 72 p.

Velis J.P., 1997 - *Fleurs de poussière : enfants de la rue en Afrique*. Paris : UNESCO.

Zomo Yebe G., 1993 - *Comprendre la crise de l'économie gabonaise*. Paris : L'Harmattan.

Résumé

Depuis plusieurs décennies, le Gabon est la destination finale d'enfants originaires des pays de l'Afrique de l'Ouest promis à des exploitations domestique et économique. Quels sont les fondements de ce trafic, les raisons de son intensification récente ainsi que les réponses que tentent de lui apporter les États les plus directement concernés, à savoir le Bénin, le Togo et le Gabon.

Mots-clés : Exploitation domestique et économique, main-d'œuvre enfantine, trafic d'enfants, Afrique de l'Ouest, Bénin, Gabon, Togo.

Abstract

Children's traffic, an aspect of West African migration in Gabon.

For many years now, Gabon has been the final destination for children native of West African countries (and) destined for domestic and economic exploitation. The aim of this paper is to wonder about the bases of this traffic, the reasons for its recent intensification and also the solutions that the countries most concerned, namely Benin, Togo and Gabon are trying to find in order to curb or put an end to it.

Key words : *Domestic and economic exploitation, child labour, child traffic, West Africa, Benin, Gabon, Togo.*